La Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

CONDITIONS D'ABONNEMENT		ADMINISTRATION & RÉDACTION	TROISIÈME ANNÉE — N° 48
FRANCE, ALGÉRIE COLONIES	EXTÉRIEUR	96, Quai Jemmapes, PARIS-X°	15 Décembre 1927
Six mois . 16 fr.	Six mois . 22 fr.	Téléphone : Combat 08-02	Prix du numéro 1 50
Un an . . 30 fr.	Un an . . 40 fr.	Chèque Postal : *Révolution Prolétarienne* 734-99	(Extérieur : 2 fr.)

SOMMAIRE

LES MALHEURS DE LA STABILISATION

Les prix vont-ils baisser ou monter?

Grand émoi dans les milieux gouvernementaux ces temps derniers : la vie baissait.

Le blé, le beurre, la viande, surtout la viande, voyaient leurs cours s'effondrer. Catastrophe ! Après avoir tant pesté contre la « vie chère », voilà qu'en effet la vie menaçait de devenir moins chère... et les lamentations au lieu de faire place à la joie, de se changer en imprécations ! La baisse des prix, c'est la ruine, c'est la misère ! De toutes parts on presse le gouvernement d'agir. En vingt-quatre heures le ministre de l'Agriculture pond une série de décrets : augmentation du droit de douane sur les blés, augmentation du droit de douane sur la viande, institution d'un droit de douane sur la viande frigorifiée, etc.

Après avoir eu la peau de la vie chère, on entend avoir la peau de la vie bon marché !

Mais laissons le grotesque de ces volte-face, et voyons comment la situation se présente réellement.

La situation d'aujourd'hui.

Depuis un an le franc est pratiquement stabilisé sur le marché des changes autour du cours de 124 francs la livre sterling, et 25 fr. 40 le dollar — c'est-à-dire environ le cinquième de son cours d'avant guerre, époque à laquelle il suffisait de donner 25 francs pour avoir une livre, et 5 francs pour avoir un dollar.

D'autre part, si on regarde ce qu'on appelle les prix mondiaux, c'est-à-dire les prix qui sont pratiqués dans le commerce international, entre acheteurs et vendeurs de pays différents, prix généralement exprimés en livres sterling ou en dollars, ou bien encore si on regarde les prix

pratiqués à l'intérieur de pays comme l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Allemagne, qui ont depuis suffisamment longtemps une monnaie stable, convertible en or au même taux qu'avant la guerre, on constate que ces prix ont en moyenne augmenté de 40 % au moins par rapport aux prix d'avant guerre. Ce qui coûtait en 1913 sur le marché mondial ou en Angleterre 100 livres sterling y coûte maintenant 140 livres; ce qui coûtait aux Etats-Unis 100 dollars, en Allemagne 100 marks, etc., y coûte 140 dollars, 140 marks, etc.

Or les prix, exprimés en une même monnaie, tendent à être les mêmes dans tous les pays. En effet, si un objet vaut par exemple 1 livre sterling à Londres et 100 francs à Paris, et que pour un billet de 100 francs je ne peux obtenir que quatre cinquièmes de livre sterling, comme c'est le cas actuellement où pour avoir une livre il me faut donner 124 francs, le vendeur de cet objet a plus d'intérêt à le vendre à Londres qu'à Paris (à condition, bien entendu, que le coût du transport et le droit de douane soient inférieurs à un quart de livre). Il s'en suit une raréfaction de l'objet sur le marché de Paris, une surabondance sur le marché de Londres, ce qui, en vertu du mécanisme bien connu de l'offre et de la demande, amène la hausse du prix de l'objet à Paris et sa baisse à Londres. Le phénomène dure jusqu'à ce que les deux prix soient égalisés; à ce moment l'équilibre est rétabli. Les prix, exprimés en une même monnaie, tendent donc ainsi à être égaux en tous pays, aux coûts de transport et aux droits de douane près.

C'est ce qui se produisait, en gros, avant la guerre, au moins dans les pays à monnaie stable, c'est-à-dire à peu près dans tous les pays européens. Si dès lors l'équilibre existait à nouveau, si dans tous les pays les prix à nouveau étaient les mêmes, l'augmentation des prix, exprimés en une monnaie de valeur stable, devrait être la même dans tous les pays, elle devrait être partout de 40 %.

En France il faudrait donc que ce qui coûtait une livre sterling avant guerre coûte maintenant une livre quatre dizièmes. Or, pour avoir une livre sterling avant guerre, il fallait donner 25 francs; pour avoir maintenant une livre sterling il faut donner 124 francs, et pour avoir une livre et quatre dixièmes de livre il faut donner 174 francs. Ce qui coûtait 25 francs avant la guerre, devrait donc en coûter actuellement 174; ou, en multipliant par 4, ce qui coûtait 100 francs avant la guerre devrait en coûter actuellement 696. L'indice des prix, c'est-à-dire le prix que coûte ce qui coûtait 100 francs avant la guerre, devrait donc être 696; mettons, en gros, 700.

Or, l'indice des prix n'est actuellement (*fin octobre*) *que* 600. Il y a douze mois, il était de 698, niveau auquel, ainsi que nous venons de voir, il aurait fallu qu'il se maintienne pour que les prix français soient à égalité avec les prix mondiaux, mais au lieu de se maintenir, il est descendu d'une manière à peu près continue jusqu'à son niveau actuel de 600.

Comment cela s'explique-t-il ?

Deux faits, d'importance inégale, sont la cause de cette baisse.

Le premier, le moins important, consiste dans le taux des droits de douane. Ce qui, en 1914, valait sur le marché mondial 100 livres sterling, ne valait pas en France 100 livres sterling exactement, cela valait 100 livres plus le droit de douane que l'objet devait payer à son entrée en France. Dès lors, pour que les prix en France (toujours, bien entendu, exprimés en livres sterling) augmentent de 40 %, il faut non seulement que le prix mondial ait augmenté de 40 %, mais que le droit de douane ait également augmenté de 40 % par rapport au droit d'avant guerre. Or, loin d'avoir augmenté de 40 %, les droits de douane français (exprimés toujours, bien entendu, en livres) ont diminué par rapport à l'avant-guerre. Ainsi, le plus important d'entre eux, le droit de douane sur le blé, qui était de 7 francs le quintal avant guerre, devrait être de 35 francs pour être seulement égal (en livres sterling) à ce qu'il était avant guerre, et de 49 francs pour être de 40 % supérieur à ce qu'il était avant guerre. Or, jusqu'aux derniers décrets, ce droit n'était que de 24 francs, et il n'est maintenant encore que de 35 francs. Il en est ainsi pour la plupart des autres droits.

Il est une seconde cause, d'ordre plus général.

On se rappelle qu'il y a un an, au marché des changes, le franc montait, montait à toute allure : après avoir valu plus de 200 francs en juillet, la livre avait baissé sans discontinuer, atteignant 175, puis 150, enfin 125, et rien n'indiquait que la descente allait s'arrêter. C'est alors que le gouvernement décida d'intervenir.

Ainsi que nous l'avons souvent dit, la stabilisation du franc à un niveau trop élevé ferait subir au capitalisme producteur (si on peut employer cette expression !) une charge intolérable au profit du capitalisme rentier, charge si intolérable qu'elle entraînerait un arrêt rapide de toute production.

Pour éviter donc que le franc ne monte à un niveau dangereux, la Banque de France fut invitée à empêcher toute hausse du franc au-dessus du cours de 124 la livre, ce qui lui fut très facile à faire, en annonçant simplement à la Bourse des changes qu'elle échangerait contre des francs autant de livres que l'on voudrait, au taux de 124 francs la livre; dans ces conditions personne ne pouvait être assez fou pour échanger une livre contre moins de 124 francs, puisqu'on pouvait l'échanger à la Banque contre 124 francs. La hausse du franc, sur le marché des changes, fut donc arrêtée net.

Mais, à côté du cours du franc sur le marché des changes, c'est-à-dire de la quantité de monnaies étrangères qu'on peut obtenir en échange du franc, il y a ce qu'on peut appeler le cours du franc sur le marché intérieur, c'est-à-dire la quantité de marchandises qu'on peut obtenir en France, en échange de francs. L'un et l'autre de ces cours résultent normalement d'une estimation collective faite par M. Tout le Monde de la valeur du franc, c'est-à-dire de la valeur du billet de la Banque de France, c'est-à-dire de la quantité d'or contre laquelle on espère qu'un jour la Banque de France pourra reprendre l'échange de ses billets après la suppression du cours forcé. Normalement cette estimation collective produit ses effets à la fois sur les deux marchés, sur le marché des changes et sur le marché intérieur, mais tandis que sur le premier de ces marchés, il est facile, par un mécanisme approprié, d'annihiler les effets de cette estimation, cela est à peu près impossible sur l'autre. Il est facile à la Banque de France d'échanger autant de livres qu'on lui présente, il ne lui est pas possible d'acheter toutes les marchandises qu'on voudrait lui vendre.

Si la Banque peut donc régler le cours de la livre, elle ne peut régler les prix intérieurs.

En conséquence, l'estimation collective, juste ou erronée, — car les estimations collectives peuvent aussi bien être fausses que les estimations individuelles qui, il y a un an, étaient faites de la valeur du franc, et attribuaient à celui-ci une valeur supérieure à celle correspondant au cours de 124 francs la livre — n'a pu produire ses effets sur le marché des changes par suite de l'intervention de la Banque de France, mais elle les a produits sur le marché intérieur, dans les échanges journaliers. A tort ou à raison on a cru que la Banque de France reprendrait un jour l'échange de ses billets contre de l'or, à un taux supérieur au cinquième de l'ancien poids d'or légal du franc, et par suite on a exigé une plus grande quantité de marchandises en échange des billets de banque : les prix ont ainsi baissé; ils ont baissé au delà de ce qui correspondait au taux de la livre à 124, taux maintenu artificiellement par la Banque de France sur le marché des changes.

Ce qui se produira demain.

Ces deux facteurs, qui ont amené l'indice des prix français à être inférieur à ce qui correspondrait à l'indice des prix mondiaux, vont-ils continuer d'agir ? Il est bien évident que non.

En ce qui concerne les droits de douane, il faut se rappeler que la production française pouvait tout juste vivre à l'abri des droits de douane d'avant guerre. Aujourd'hui où la concurrence internationale est bien plus vive qu'alors, la production française aura besoin, maintenant qu'elle est privée des avantages de la dépréciation du franc, de droits de douane au moins égaux à ceux d'avant guerre. Les derniers décrets concernant les produits agricoles ont produit déjà un sérieux relèvement, celui-ci se poursuivra. Cette première cause d'une vie meilleur marché qu'avant guerre, comparativement aux prix mondiaux, disparaîtra donc.

Quant au second facteur, il disparaîtra dès que le gouvernement aura manifesté sans ambages ses intentions, concernant le taux de stabilisation définitif du franc. Lorsque la livre fut en fait stabilisée à 124, Poincaré avait plus ou moins laissé entendre que ce n'était peut-être là qu'un « palier » de stabilisation, un palier temporaire, après lequel progressivement on revaloriserait davantage, on ferait baisser la livre à 100 francs, plus encore peut-être. C'est cette croyance en une future stabilisation à un niveau supérieur à celui correspondant au cours de 124 la livre qui amena la continuation de la revalorisation du franc sur le marché intérieur; mais le jour où par une stabilisation légale au taux de 124, on aura détruit ces espoirs, le jour où personne ne pourra plus espérer que le remboursement des billets de banque se fera à plus du cinquième du poids d'or de celui d'avant guerre, le second motif de la baisse des prix au-dessous des prix mondiaux disparaîtra (1).

Ainsi donc, dans un délai qu'il est difficile de préciser, parce qu'il dépend pour la plus grande part de l'initiative gouvernementale, il faut s'attendre à une certaine hausse des prix jusqu'à ce que ceux-ci soient remontés autour de l'indice 700, soit un sixième de plus que ce qu'ils sont actuellement.

Les conséquences pour après-demain.

Le moment où ce niveau sera atteint, moment qui marquera seul l'achèvement de la stabilisation, sera, pour certaines industries françaises, le début d'une phase extrêmement critique.

Le fait que les prix français sont actuellement au-dessous des prix mondiaux, a eu en effet pour résultat de maintenir, tout comme au temps de la dépréciation du franc, une prime à l'exportation. Nous avons à plusieurs reprises expliqué le mécanisme de cette prime, au temps de la baisse du franc, nous n'y reviendrons pas, la situation étant exactement la même qu'alors, la cause seulement différant : à l'époque de la baisse du franc, les prix intérieurs étaient plus bas que les prix mondiaux parce que la hausse des prix intérieurs était en retard sur la baisse du franc, tandis que maintenant c'est parce que la baisse des prix intérieurs a été plus grande que n'a été la hausse du franc.

Une fois l'équilibre rétabli, les prix intérieurs au niveau des prix mondiaux, plus de prime à l'exportation. Or il y a un grand nombre d'industries françaises, et des plus importantes, qui ne vivent à peu près que de l'exportation.

Certaines de celles-ci, les industries de luxe, telles que les soieries, les lainages, la haute couture, grâce au quasi-monopole que la mode leur octroie, ne souffriront sans doute que pendant un certain temps de la suppression de la prime à l'exportation : les étrangers chics paieront plus cher, mais ils paieront. En revanche, dans les industries de produits communs, métallurgie, produits chimiques, où l'on ne peut triompher de la concurrence étrangère qu'en vendant meilleur marché, la suppression de cette prime à l'exportation, qui permettait jusqu'à présent à l'industrie lourde française de lutter de prix avec l'industrie étrangère, risque fort de réduire considérablement les exportations, de les réduire presque à zéro, et cela pas seulement momentanément, mais définitivement. Or, si l'on songe que la métallurgie française exporte actuellement la moitié de sa production, on voit quel cataclysme serait pour elle la suppression de ses exportations.

Ce n'est que lorsque les prix intérieurs seront remontés au niveau des changes, que l'on pourra juger définitivement si la nouvelle industrie lourde française, avec les dimensions qu'elle a acquises depuis la guerre, est viable ou non.

Concluons.

En ce qui nous concerne particulièrement, ce qui est le plus important à retenir de cette analyse, est ceci :

(1) J'exclus l'hypothèse d'une stabilisation définitive à un cours inférieur à celui de 124 francs la livre. La charge imposée à la production capitaliste française par les 300 milliards de dette de l'Etat français, réduits au cinquième de leur valeur-or, est à la limite de ce que celle-ci peut supporter. Il est peu probable que par sollicitude pour les rentiers un gouvernement commette la folie de stabiliser le franc plus haut que ce taux. Ce n'est que dans le cas où la stupidité petite-bourgeoise reviendrait au pouvoir sous les espèces Herriot-Painlevé-Blum, qu'on pourrait concevoir qu'une telle folie risquerait d'être tentée, mais il se produirait alors une telle crise économique que le trio stupide serait balayé aussi rapidement qu'il l'a été une première fois, lors de la baisse catastrophique du franc qu'il avait déchaînée.

1° Dans cette discussion des prix nous n'avons eu à aucun moment à parler des salaires; le niveau des prix est en effet déterminé par de tout autres facteurs que le niveau des salaires, c'est un mensonge de première grandeur, répétons-le encore, mais mensonge combien profitable aux patrons, que de prétendre qu'en abaissant les salaires, les prix baisseront; en baissant les salaires, le patron fait monter ses bénéfices, et c'est tout;

2° Il faut s'attendre dans un délai peu éloigné à une certaine hausse du coût de la vie; en conséquence ce serait une souveraine imprudence que d'accepter actuellement une diminution de salaires sous le prétexte que la vie a baissé légèrement, cette baisse n'est que momentanée;

3° Dans un délai un peu plus éloigné, lorsque la hausse des prix intérieurs aura commencé à produire ses effets, il faut s'attendre à une crise analogue à celle de l'hiver dernier, crise qui touchera surtout les industries d'exportation; crise qui sera sans doute suivie, pour l'industrie lourde, d'une réduction permanente de la production.

R. LOUZON.

Parmi nos Lettres

A propos de la crise russe.

Deux lettres, à deux semaines d'intervalle, nous ont donné une idée de l'impression produite dans des milieux ouvriers différents par les événements russes.

L'une vient de Lyon :

Combien peu de camarades sont curieux, combien sont aveugles, combien sont stupidement enfermés dans leurs formules, dans leur confiance sans borne et sans limite! C'est inimaginable.

Un camarade me faisait connaître, hier, qu'ayant essayé auprès de trois membres du Parti, plutôt au-dessus de la moyenne, trois parmi ceux susceptibles de s'intéresser à une lecture et de réfléchir un peu, de faire lire un numéro de Clarté *et un de la* R. P., *tous trois ont refusé la* R. P. *et un seul a accepté de lire* Clarté. *Peut-être encore était-ce par politesse, ou pour se débarrasser! Mon pauvre vieux, que d'illusions nous nous faisons! Faire réfléchir les ouvriers, faire appel à leur intelligence de la situation, à leur désir d'apprendre, à leur conscience, à leur réflexion!*

Il serait beaucoup plus simple de les bourrer de formules et de clichés. Cela prend mieux, et il faut voir combien ils sont fanatiques et enragés ceux que les bolchévisateurs remontent chaque jour. Demande-leur les raisons de leur fanatisme, pourquoi Pierre, Jacques ou Jean sont des traîtres, des contre-révolutionnaires, des mencheviks des kautskystes, et bien autre chose encore, ils ne pourront pas dire pourquoi, mais va-t-en les faire démordre de leur idée.

Et il y a de quoi se dégoûter ou leur foutre des coups de pied au cul, et j'hésite toujours entre ces deux alternatives.

Et pendant ce temps, on assassinera peut-être demain l'opposition, et le communisme, et nous n'aurons rien pu faire.

L'autre, plus récente, vient de Bruxelles :

A part un petit nombre de militants instruits, personne ne s'est donné la peine de suivre dès l'origine les péripéties et les progrès du mal profond et incurable dont souffre la politique du communisme.

Pris tout à coup au dépourvu et consternés, les camarades en général ne peuvent en reconnaître d'emblée le caractère, en mesurer toute l'étendue. Ils ont eu le grand tort de ne pas prendre au sérieux les premiers signes incontestables de déchéance; ils sont restés de leur plein gré dans l'ignorance complète de l'évolution de la vie russe.

Il reste à craindre qu'ils tombent instinctivement, par réaction, dans les excès de ce « gauchisme » à la Urbahns et à la Treint, voire à la Zinoviev.

La surenchère déclamatoire est plus accessible à des esprits pareils qu'une saine critique et qu'une patiente étude des faits.

Ces deux lettres, quoi qu'il semble, ne se contredisent pas; elles traduisent des états d'esprit à des moments différents. Les Lyonnais qui se bouchent les oreilles les ont peut-être déjà débouchées ou les auront demain ou après demain. Pourvu qu'à ce moment, pour rattraper leur retard, ils ne partent pas en aveugles comme le craint notre ami bruxellois.

⁂

Syndicalisme et bases multiples.

Notre enquête sur le syndicalisme à bases multiples n'a pas entraîné beaucoup de réponses. Voici une remarque qui vaut d'être consignée :

Je crois vraiment qu'il ne faut pas s'emballer pour le mutualisme dans les Syndicats.

Il y a une expérience, une expérience sérieuse, celles des trade-unions anglaises qui, après avoir été très « à bases multiples », les ont abandonnées, non par principe ou quelconque idéologie, mais parce qu'elles ont constaté pratiquement que ça les empêchait de remplir leur rôle de syndicats *de défense contre le patronat.*

⁂

Pourquoi Doriot...

Une question à laquelle nous n'avions pas songé, mais qui mérite en effet d'être posée :

Vous pourriez demander dans la R. P., *pourquoi Doriot n'est pas intervenu, à la Chambre, lors de la discussion du budget des colonies. Encore un dégonflage de plus ?*

LA GRÈVE DES DOCKERS DE TUNISIE

Sfax, le 6 décembre.

La grève des dockers de Tunisie est terminée, après avoir duré plus de trois semaines.

Motif de la grève : demande d'augmentation de salaires.

A Sfax, il y a environ six cents dockers. Le port en effet est plus important que celui de Tunis, surtout pour l'exportation du sel, de l'alfa, des huiles, des phosphates. Sfax exporte tous les mois plus de 100.000 tonnes de phosphates.

Les dockers étaient payés avant la grève au tarif journalier de 14 francs par jour pour ceux travaillant dans les soutes, 12 fr. 50 pour les autres. C'était honteux. Les marins de passage m'ont déclaré que semblable travail était payé à Marseille 50 ou 60 francs.

La grève fut complète. Les patrons, sauf un (le plus important et le plus riche), acceptèrent les revendications des grévistes qui étaient loin d'être exagérées.

La grève traîna. Après intervention du Résident général et de l'Inspecteur du Travail, un accord fut signé pour un an. Les salaires des dockers sont portés à 17 francs et 16 francs par jour; si la vie diminue, les salaires ne seront pas diminués; si la vie augmente, des augmentations leur seront accordées.

C'est une victoire pour les dockers, qui n'étaient pas organisés; ils viennent de constituer un syndicat ces jours derniers. Mais, malgré cette augmentation sérieuse en ces temps de diminutions de salaires, ils ont toujours des salaires de famine. Leurs patrons (les aconiers) ont vite fait de réaliser des fortunes scandaleuses... Le travail a repris sans qu'il y ait eu d'incident grave à noter. — M. P.

A PROPOS DE LA DÉLÉGATION OUVRIÈRE BELGE EN RUSSIE

Lettre ouverte aux Ouvriers de la Russie soviétique

Camarades,

Je lis, tout stupéfait, dans la *Pravda* du 30 octobre, le commentaire suivant qui me concerne : « *Nous avons déjà remarqué comment en Belgique, Liebaers et ses partisans se glorifient de s'opposer à l'envoi de délégations ouvrières en Russie et qu'ils s'appuient dans cette besogne sur les déclarations de Trotsky et Zinovief, comme si la dictature du prolétariat allait à l'eau* ».

Le militant belge qui m'envoie cet article dit en être ahuri; je suis persuadé que les ouvriers belges qui peuvent suivre mon action n'en reviendront pas d'apprendre cette singulière nouvelle; je dis que la *Pravda* vous ment et qu'elle vous trompe.

Pour empêcher, ouvriers russes, que vous me jugiez mal dans cette affaire, car vous en êtes mal informés, je pense que je me dois de m'adresser à vous par l'intermédiaire de l'organe qui a la Vérité (*Pravda*) pour étendard, et j'espère que ces quelques lignes vous aideront à mieux comprendre quelle est la situation chez nous et quelle est l'action que j'accomplis ici même en Belgique.

Je veux immédiatement répéter avec force que ce qui fut écrit dans la *Pravda* du 30 octobre est fou et faux de la première à la dernière lettre. Il est dommage que cet article ne porte pas de signature. Plus que probablement, la *Pravda* a-t-elle encore une fois reçu matière pour cet article de certaines gens d'ici qui ont fait leur politique de vendre à Moscou des vessies pour des lanternes. J'ai déjà eu plus d'une occasion de constater, d'accord avec les représentants des syndicats de l'U. R. S. S., quels renseignements pleins de mensonges et de fantaisies sont envoyés chez eux sur mon activité.

Le premier document significatif de cette espèce fut un rapport stupide et insensé que Bellugue, de France, qui voyagea quelques jours à peine dans notre pays, a fabriqué sur le mouvement unitaire belge. Ce même Bellugue qui déclarait devant le Congrès de l'Habillement de l'U. R. S. S. en 1925, que « *les travailleurs français n'étant bon à rien, la révolution dans ce pays ne pourrait se faire que par l'expédition d'une armée révolutionnaire de Russie en France* » ! ! !

Nous avons toujours voulu croire de fort bonne grâce que les leaders du mouvement syndical russe ne pouvaient être responsables, ni être tenus pour tels, des décisions stupides prises à Moscou et appliquées de point en point ici par des politiciens du communisme. Nous nous sommes dit encore : « Les camarades là-bas se trouvent devant une si lourde tâche, car ils ont à résoudre tant de problèmes, grands et petits, qu'ils ne peuvent suivre attentivement comme il faut, ce qui se passe de par le monde. » A ceux seuls qui ont « intérêt » à mettre les choses d'ici sens dessus dessous à Moscou, revient la responsabilité. Nous nous sommes dit souvent aussi : « Aux camarades de Moscou nous devons pardonner de pareilles fautes, mais les politiciens irresponsables qui doivent connaître les situations et circonstances d'ici et qui font à l'aveugle ce qu'on leur dit à Moscou, n'en sont que plus dangereux encore. » Nous en déduisions et nous en déduirons toujours que c'est le plus grand malheur pour la Russie des Soviets et pour le mouvement ouvrier du monde entier, que trop de gens, hors de l'U. R. S. S., sont à vendre, que trop de gens ne tiennent à l'U. R. S. S. qu'en amateur, par pur dilettantisme. Pour de tels éléments, dire « non » quand Moscou a dit « oui » est un délit et même un crime.

Mais peu à peu nous en sommes venus à nous demander pourquoi vos dirigeants se laissent si facilement vendre des vessies pour des lanternes. Car ils sont par ailleurs si éveillés et si lucides comme bolchéviks. Les dirigeants responsables de votre mouvement syndical nous exprimèrent souvent eux-mêmes, de vive voix, leur désapprobation de tel rapport, de telle méthode; mais nous n'obtenons pas qu'ils nous confirment par lettre semblable parole.

Mes camarades et moi, nous avons aujourd'hui la conviction, pour ne pas dire la certitude que vos leaders, ou tout au moins une grande partie d'entre eux, se laissent comme à dessein mal informer; mieux encore, qu'ils aident eux-mêmes — ils en ont l'art — à mettre à l'envers et de travers, les choses qu'on leur présente.

Ces camarades appellent probablement « adroites », « diplomatiques » de telles méthodes, mais je pense que, dans tous les cas, il n'est pas honnête de les employer entre camarades !

Nous ne sommes ni des amis « achetés » ni des « agents » de qui que ce soit.

Pour vous aider à me comprendre mieux, j'estime indispensable de faire avec vous quelques pas en arrière. Cela vous donnera l'occasion de découvrir quelle est la position de mes partisans et de moi-même.

Avec beaucoup de mes « partisans », j'ai défendu dès le début la Révolution d'Octobre. Nous n'avons jamais cessé de la défendre; nous avons dû, pour la défendre, livrer de rudes batailles contre nos amis de parti et des syndicats. Nous ne sommes donc pas des amis « achetés » ou « noyautés » de l'U. R. S. S. Nous ne sommes pas non plus de ceux qui s'inclinent tout hypocritement devant l'U. R. S. S. parce qu'ils ont été reçus et portés en triomphe chez vous comme des princes.

Nous ne sommes pas non plus de ceux qui doivent venir chez vous pour prendre conscience

de la justesse et de la nécessité de la lutte des classes révolutionnaire. Nous ne sommes pas non plus venus chez vous pour rechercher si la dictature du prolétariat est une inévitable méthode de lutte pour arriver du Capitalisme au Socialisme.

Toutes ces théories se confirment là où vit le capitalisme, non là où la classe des capitalistes est *vaincue*.

Nous étions avec vous et avec la Révolution parce que vous aviez battu les capitalistes et les propriétaires fonciers, parce que vous deviez, comme un puissant levier, mettre en mouvement la masse trompée et ignorante, parce que vous deviez donner de l'espérance aux pessimistes, parce que vous fîtes craquer le capitalisme international dans ses fondements.

J'ai visité deux fois la Russie des Soviets, en février 1925 et mai 1927, pour lui apporter, au nom de la Centrale belge du Vêtement, un témoignage de solidarité et de sympathie. Les deux visites furent même, surtout, des manifestations de notre désir de réaliser l'unité syndicale avec vous autres.

Je peux certainement vous rappeler qu'au Congrès International du Vêtement, dès 1924, j'ai combattu de toutes mes forces, avec les délégués de la Centrale belge du Vêtement, pour l'unité avec les ouvriers russes de la même branche. Nous n'avons laissé échapper aucune occasion pour mettre sur pied une collaboration active avec vous autres. Même au Congrès International du Vêtement d'août 1927, nous fûmes encore tout à fait seuls dans cette bataille.

Nous ne connaissions pas même vos dirigeants — personne de chez vous autres — lorsque nous entamions une telle campagne.

Nous n'agissions donc pas comme des partisans « gagnés » à la cause de l'unité syndicale.

Mais nous vous savions un prolétariat héroïque, nous voulions votre collaboration pour la lutte contre le capitalisme international; rien que pour cela, pas pour autre chose. Cela n'empêche pas que nous fûmes pris pour des « agents » de Moscou par les réformistes. Pour nous combattre, ils se servaient, à défaut d'un argument, de cette insinuation injurieuse; ils firent ce que font à présent les chefs communistes d'ici et de chez vous, qui nous tiennent pour des « agents » des réformistes et du gouvernement Jaspar-Vandervelde. Piètre argumentation !

Mais le plus beau de tout cela est apporté par la *Pravda*, qui nous présente comme des « agents » de l'opposition du Parti communiste russe. Une preuve de plus que même les journalistes de la *Pravda* manquent d'arguments pour nous combattre. Et il me semble que si Moscou est le pelé, le galeux d'où venait tout le mal pour les réformistes, l'opposition est pour Moscou coupable de la pluie et du beau temps. Je n'ai jamais eu l'honneur d'être en relations soit avec Staline, soit avec Trotsky. Je ne connais que quelques camarades du mouvement syndical russe. Au surplus, je ne suis pas compétent pour me mêler activement des différends qui divisent l'Internationale Communiste. Je ne suis même pas membre de cette Internationale. Je ne puis donc que faire usage du droit — que je m'offre et que je prends — de suivre attentivement ces différends, en particulier au sein du Parti communiste russe, parce que le cours de la discussion entre « officiels » et « opposants » est décisif pour l'avenir de la Russie des Soviets, et peut-être du prolétariat international.

Je ne sais pas ce que je devrais faire, si j'étais membre de la IIIe Internationale. Je crois que j'exigerais que l'on me dise la vérité sur une telle lutte. Je tiendrais à apprendre quelles sont les revendications des uns et des autres. Je ne me prononcerais sans hésitation qu'en connaissance de cause. Je voudrais, par exemple, savoir pourquoi l' « opposition » est obligée de recourir à des imprimeries clandestines (machines à écrire et duplicateurs) pour publier ses thèses et ses résolutions. J'exigerais réponse sur la question : pourquoi les dirigeants éprouvés de la Révolution d'Octobre ne peuvent-ils pas disposer de la presse pour faire connaître leur point de vue ?

Je suis d'avis que ce serait plus révolutionnaire et plus honnête que ce que fait la presse communiste belge. Celle-ci écrit qu'elle entend suivre au jour le jour la lutte entre Staline et Trotsky pour pouvoir dire lequel des deux se trouve dans la bonne voie, mais ses lecteurs et même les membres du P. C. n'en sont pas moins laissés dans l'ignorance complète des revendications des opposants. Les communiqués officiels de Moscou seuls étant reproduits par la presse communiste belge.

Remarquez-le, je ne critique pas, je constate.

Ce qu'a écrit à mon égard la *Pravda* est archifaux; par conséquent : 1° c'est un mensonge que de prétendre que j'ai saboté l'envoi de délégations ouvrières en Russie; je mets au défi qui que ce soit d'en apporter ne serait-ce que l'ombre d'une preuve; 2° c'est un mensonge que de prétendre que l'opposition russe exerce sur nous — sur mes partisans et sur moi-même — dans l'action ou dans nos rapports avec les leaders du mouvement syndical russe, une influence quelconque.

Je pose deux questions : 1° la *Pravda* s'est-elle laissée monter la tête par certaines gens d'ici ? 2° la *Pravda* vous ment-elle pour mettre à couvert la responsabilité des dirigeants russes dans la rupture qui s'est produite entre eux et nous ?

L'unité syndicale, oui; une succursale du P. C., non !

Il me paraît indispensable de vous narrer succinctement comment cette rupture est survenue.

Avec l'assentiment, non, sur l'ordre de vos dirigeants — j'avais tout récemment encore pour quelques-uns d'entre eux de la faiblesse — les dirigeants communistes d'ici mènent au sein des syndicats une politique qui est, à tous points de vue, pernicieuse et nuisible. Leurs méthodes reposent exclusivement sur le mensonge et la tromperie, ils n'en emploient pas d'autres envers les ouvriers non-communistes.

Cette politique répugnante est appliquée de préférence à l'égard des travailleurs qui ont sur le problème de la Russie des Soviets une opinion honnête et qui luttent par conviction pour l'unité syndicale internationale et nationale sur la base de la lutte des classes. Au lieu de rechercher honnêtement leur collaboration, ils ne s'évertuent qu'à les « utiliser » et à les « exploiter » pour de mesquines fins de parti.

Cette politique, en contradiction avec la plus élémentaire morale de classe, a conduit en novembre 1926 à la destruction du mouvement unitaire belge. L'activité patiente et inlassable d'une poignée de militants en avait fait pourtant, depuis mai 1925, quelque chose de sérieux, qui

n'était plus quantité négligeable. Quelques mois après vint la destruction du mouvement unitaire; le Comintern accoucha de la fameuse « résolution interne ». Celle-ci fit en sorte que la rupture entre les communistes et nous devint complète. La politique de « tromperie diplomatique » à exercer par les ouvriers communistes envers les ouvriers non-communistes, mais unitaires, y est prêchée, prescrite en toutes lettres. Nous y apparaissons en outre comme de dangereux contre-révolutionnaires.

Cette « résolution interne » ordonne néanmoins aux communistes de rechercher notre collaboration !

Nous apprîmes plus tard et de bonne source, que la « résolution interne », tout au moins en grande partie, avait été fabriquée grâce à des renseignements tout à fait faux fournis par Everling à Jacquemotte, lors d'un séjour que ce dernier fit à Moscou.

La fausseté de ces renseignements fut reconnue, mais les rédacteurs de la « résolution interne » ne se mirent pas en peine d'honnêteté; la résolution interne est maintenue et appliquée telle quelle. Le « léninisme » qui recommande la reconnaissance et la réparation des fautes commises, reste oublié en l'occurrence...

Et les « amis » des communistes officiels prirent en mains la direction de l'organe *l'Unité* sur ces entrefaites. L'œuvre de ces « serviteurs » empressés et complaisants a été tellement lamentable que les communistes se rendirent bientôt compte eux-mêmes qu'elle ne pouvait perdurer. Le mouvement unitaire était assassiné, et bien assassiné !

C'est alors que nous fûmes invités, nous « les agents des réformistes », les anti-unitaires, etc. (résolution interne), de différents côtés et par Moscou aussi, à venir à la direction de *l'Unité*. Le camarade Melnitchansky vint à Bruxelles pour présider les pourparlers. Mais, en même temps, un représentant du Comintern continuait d'organiser sous main contre nous toute une vilaine besogne. Nous l'avons heureusement démasqué en temps utile.

Il apparut bien vite que la différence entre la conception de Melnitchansky et notre conception des tâches d'un mouvement pour l'unité syndicale restait irréductible. Car, il préconisa, sans restriction, un mouvement inspiré et dirigé par le Parti communiste pour l'unité syndicale; une succursale du P. C. qui n'aurait l'unité que pour enseigne !

Nous n'en voulûmes rien entendre. Nous étions prêts, et nous le sommes toujours, à collaborer honnêtement tant avec les ouvriers communistes qu'avec les ouvriers des autres tendances dévoués à l'unité; mais nous n'avons jamais pensé à faire un mouvement pour l'unité syndicale en faveur et au profit du P. C.

C'est cela plus que probablement qui ne plaît pas aux dirigeants russes. Je ne leur en veux pas le moins du monde. C'est qu'ils croient dur comme fer que leur méthode est la meilleure; car vous trouvez peut-être bonnes, tout naturellement chez vous, des méthodes et des situations que moi je ne comprends qu'à peine. La Belgique n'est pas la Russie. Les traditions du mouvement ouvrier ne sont pas les mêmes en Russie et en Belgique. L'histoire et le *complex* économique, social et politique des deux pays diffèrent du tout au tout. En Russie, la révolution est faite, elle ne l'est pas encore en Belgique.

Pour cette raison, et pour cent autres, vos dirigeants doivent comprendre que c'est une pure erreur de vouloir venir chez nous en maîtres. Je suis de cet avis que les ouvriers de chaque pays doivent suivre des méthodes d'organisation à leurs mesures et des méthodes de lutte à leur convenance.

Ce qui ne les empêche pas d'apprendre les uns des autres, ce qui ne les empêche pas de faire cause commune. Le mouvement révolutionnaire est inconcevable autrement. Le révolutionnarisme n'est tout de même pas une marchandise que l'on exporte et que l'on importe.

Ce n'est naturellement pas l'avis de tout le monde. Un Jacquemotte trouve par exemple plus commode de déclarer que les Russes ont toujours raison, qu'ils connaissent mieux que nous la situation et qu'ils sont infaillibles, plutôt que d'essayer de comprendre quelque chose par lui-même !

Je ne tiens pas seulement une attitude pareille pour servile et basse; mais elle est d'une répugnante indolence intellectuelle et morale ! Si vos dirigeants sont satisfaits de tout cela, je ne veux pas décidément leur souhaiter bonne chance.

Restons-en à ces réflexions. Revenons-en aux tentatives de redressement du crime commis en 1926 par les communistes. Toujours portés à rassembler le peu de forces révolutionnaires de notre pays, nous risquâmes donc un compromis avec les « paillasses » qui se trouvaient, depuis fin 1926, à la tête de *l'Unité*, parce que le camarade Melnitchansky nous garantit la revision prochaine de la « résolution interne » et la dissolution des « fractions » communistes au sein du mouvement unitaire.

Naïfs que nous étions ! Le compromis à peine conclu, nous dûmes constater que rien n'était sincère dans ces promesses. Un nouveau document nous arriva d'où il ressort que la « résolution interne » reste d'application pleine et entière, et que les communistes ne cherchaient qu'à nous « utiliser » pour servir les intérêts de leur parti. Mal leur en prit, un tel crachat leur retomba sur le nez ! !

Nous nous sommes dressés de toutes nos forces contre des procédés de cette sorte; nous nous dressons encore et nous nous dresserons toujours contre tout cela. Il ne nous a pas encore été donné de recevoir des dirigeants russes des explications sur cette affaire. Leur long silence nous pousse à croire qu'ils en furent les complices. Nous ne recevons d'eux que des télégrammes empreints d'une sympathie démonstrative. Nous n'avons pas précisément besoin de télégrammes semblables. Nous attendons des actes !

Nous avons ranimé le mouvement unitaire. Nous sommes heureux d'être en état de pouvoir dire que le nombre d'ouvriers communistes qui sympathisent avec notre action unitaire grandit sans cesse. Et nous avons l'honneur d'être attaqués et combattus par des politiciens tant réformistes que communistes. Les uns comme les autres n'ont pour toute argumentation sur notre activité que des paroles gratuites. Nous n'avons pas encore réussi à délibérer avec eux contradictoirement devant la classe ouvrière sur le problème de l'unité syndicale. Nous aspirons au jour où ce débat se produira ; les travailleurs pourront alors juger et condamner. Nous sommes convaincus que le jour n'est pas loin où les travailleurs repousseront comme la peste les partisans de cette exécrable politique.

Pour terminer, venons-en donc aux délégations ouvrières qui séjournent à présent en Russie.

Le P. C., ou mieux, les chefs de ce parti ont fait composer ces délégations par leurs fidèles « serviteurs ». Et ces « amis » sont reconnus par les leaders du mouvement syndical russe comme les « représentants » d'un mouvement unitaire qui n'existe pas. Oui, vous avez chez vous des délégués d'un mouvement fictif. Inclinons-nous respectueusement devant les héros de la Révolution d'Octobre...

Mes partisans, ainsi que moi-même, nous avons laissé faire. Nous n'avons pas saboté cette comédie. Nous aurions dû le faire, et cela par respect pour la Révolution d'Octobre et par devoir social vis-à-vis des travailleurs qu'on trompait ici et qu'on trompera encore.

Lorsque la C. G. T. russe m'a demandé d'être le complice d'un tripotage de cette nature, j'ai répondu que je dénoncerais leur duplicité. Je n'y ai pas manqué. Je fus alors invité aux fêtes d'Octobre, j'ai décliné cette invitation. Si vos leaders entendent collaborer avec tout le monde, moi pas. J'ai envoyé d'accord avec la Centrale belge du Vêtement — suite à une nouvelle invitation qui me parvint de la Centrale Russe du Vêtement — une lettre qui n'a pas encore eu de réponse. Cette lettre et sa réponse éventuelle seront publiées dans l'organe de la Centrale belge du Vêtement en décembre. Les travailleurs pourront juger eux-mêmes des actes de chacun dans le mouvement unitaire.

Est-ce que c'est cela que la *Pravda* appelle sabotage de l'envoi de délégations ouvrières ?

J'ai la conviction qu'après lecture de cette missive, les travailleurs russes n'accorderont plus de crédit à ce que la *Pravda* a pu écrire. Cette conviction repose sur ma confiance en votre bon sens.

Cette lettre est longue, et quand même trop courte encore, car je n'ai pu même effleurer nombre de choses graves qui caractérisent plus clairement encore la politique de vos leaders. Tout un volume est à écrire sous ce seul titre.

Je déclare et tous les partisans honnêtes de l'unité syndicale m'approuveront : aussi longtemps que les leaders de vos syndicats ne revisent pas leur politique vis-à-vis de notre mouvement unitaire, la collaboration entre eux et nous reste écartée. Nous persistons à combattre de toutes nos forces cette politique néfaste.

Je n'en exprime pas moins l'espoir de voir vos dirigeants se rendre compte des travers de leur politique pour que, dans l'intérêt même de la lutte pour l'émancipation du prolétariat international, la collaboration soit de nouveau possible.

Dans tous les cas, mes sentiments — et ceux aussi de mes camarades et compagnons de lutte — n'ont pas changé envers la Révolution et envers vous-mêmes. L'U. R. S. S., tant qu'elle sera un Etat prolétarien peut compter sur notre appui entier et sans réserve.

Nous demeurons solidaires de vous, héros de la Révolution d'Octobre, et rien ne peut nous séparer, tout dans la vie nous force à travailler ensemble.

Rien n'empêchera qu'un jour tous les ouvriers et tous les opprimés du monde entier n'entonnent, dans une pensée d'union harmonieuse et fraternelle, le chant de la libération.

F. LIEBAERS.

Bruxelles, le 15 novembre 1927.

LA JUSTICE EN ALGÉRIE

Une nouvelle conséquence de la forfaiture du Parquet

Le crime engendre le crime; pour effacer l'un, on en commet, ou on tente d'en commettre un autre; c'est une loi bien connue.

Le ravisseur de la petite Ourdia, le docteur Baille, n'est plus, ainsi que nous l'avons dit, à Alger, mais ses complices y sont toujours.

C'est presque certainement à l'instigation de l'un d'eux qu'on fit disparaître la mère d'Ourdia, à la veille du jour où elle devait aller se constituer partie civile avec l'argent recueilli pour lui permettre de le faire sans attendre la décision d'assistance judiciaire. Elle avait eu l'esprit terriblement ébranlé par l'enlèvement de sa fille. Depuis le jour où on lui avait annoncé la décision du procureur général de lui faire rendre son enfant, elle s'attendait à voir Ourdia à chaque moment : partout où on la conduisait, elle croyait qu'elle allait trouver sa fille. Dans un tel état, il était facile de l'emmener et de l'éloigner, de l'empêcher ainsi de se constituer partie civile. C'est cette triste besogne qu'une de ses parentes se chargea de faire.

Mais cela, malheureusement pour M. Baille et pour le Parquet d'Alger, n'était point suffisant pour empêcher la constitution de toute partie civile. La loi est formelle : toute personne intéressée a le droit de se porter partie civile contre le ravisseur; en conséquence, la tante d'Ourdia, tante de l'enfant, et qui, plus est, était sa gardienne au moment de l'enlèvement, se porta partie civile à la place de la mère. Bon gré mal gré, l'enquête dut commencer.

La mère d'Ourdia, cependant, restait introuvable. Lorsque, une quinzaine de jours plus tard, la tante rencontre dans une rue d'Alger la parente qui machina l'éloignement de sa belle-sœur, elle lui demande des explications; pour toute réponse l'autre se précipite sur elle et la frappe à coups de couteau. Par bonheur, Faroudja avait à ce moment porté ses mains au visage, ses bras étaient devant sa poitrine, le couteau dirigé vers la poitrine ne frappe — à deux reprises — que le bras. Grâce à cette circonstance la vie de la tante d'Ourdia fut préservée. Sans quoi, les deux seules parties légalement intéressées au sort d'Ourdia se trouvaient mises hors de cause; le docteur Baille et le procureur de la République parvenaient à leurs fins; personne ne pouvait plus légalement réclamer une information judiciaire sur l'enlèvement de la petite indigène; celle-ci était pour toujours laissée à la disposition de son ravisseur.

Mais la tante d'Ourdia est toujours vivante, la mère est retrouvée, l'enquête a dû obligatoirement commencer. Un juge d'instruction a été désigné, il a interrogé la partie civile, et envoyé, paraît-il, une commission rogatoire en France, pour interroger le docteur Baille. Enfin, comme le procureur général, il a promis que l'enfant serait bientôt restituée. Cette promesse sera-t-elle mieux tenue que celle du procureur général ? Attendons !

Attendons, parce que les parents d'Ourdia nourrissent encore quelques illusions sur la justice française. Mère et tante, qui ont perdu leurs proches à la guerre, pensent que cela doit leur valoir au moins la protection des lois ! Et puis, il y a peut-être intérêt à ce que certaines constatations d'ordre médical puissent être faites sur la fillette enlevée, dans des formes que la « Justice » elle-même ne puisse contester,

Mais tout a une fin. La patience a des bornes. *Nous savons maintenant où est Baille.* Nous savons dans quelle ville de France ce monsieur jouit en paix, grâce à la complicité du Parquet, de sa capture. Si dans quelques jours, la promesse du juge d'instruction n'est pas plus suivie d'effet que celle du procureur général, on agira « directement », et le Parquet d'Alger qui s'est refusé à poursuivre celui qui a enlevé Ourdia à sa mère, aura la satisfaction de pouvoir poursuivre ceux qui la lui auront rendue. — R. L.

LA RÉVOLUTION RUSSE EN DANGER

L'IRRÉPARABLE EST COMMIS

Maintenant que le Congrès du Parti communiste russe est clos ou va se clore, après avoir ratifié, à l'unanimité, l'exclusion de Trotsky et de Zinoviev, et dénoncé l'opposition russe comme un « facteur de la lutte antisoviétique », que va-t-il advenir ?

Les événements vont-ils se précipiter ou Staline, satisfait de sa victoire, va-t-il se donner une période de répit ? Entre deux batailles il y a ordinairement un temps d'accalmie. Quoi qu'il en soit, les événements ont leur logique implacable; un peu plus tôt, un peu plus tard, aujourd'hui même ou demain, le fait de l'exclusion de Trotsky déroulera ses conséquences normales.

Ce n'est pas assez que l'anniversaire de la Révolution d'Octobre ait été célébré par l'exclusion de ses principaux artisans; un reniement de cet ordre entraîne une déchirure qui est condamnée à se reproduire dans les organisations et dans les faits. Ce que Lénine avait craint et tenté de conjurer dans son Testament, la scission dans le parti russe en raison des méthodes de Staline, est un fait acquis désormais.

Le Comité central du Parti Communiste belge, dans sa séance du 29 novembre, a demandé « *au présidium de l'Internationale communiste de décider la suspension de ces exclusions, ainsi que la convocation rapide d'un Congrès mondial où la question de l'opposition dans le P. C. de l'U. R. S. S. et l'I. C. soit mise à l'ordre du jour.* »

Le parti belge tente un suprême effort pour éviter une scission « qui ne peut avoir que de très graves répercussions sur la situation en U. R. S. S. et le mouvement communiste des autres pays ». D'avance, cet effort apparaît vain. Le Congrès mondial demandé ne sera pas convoqué; mais, même s'il l'était, il ne donnerait pas un autre spectacle que le Congrès du parti russe : l'appareil de l'I. C. obtiendrait l'unanimité comme l'a obtenue l'appareil du Parti russe. Le Parti belge lui-même, probablement, serait forcé de se démentir et de rallier l'unanimité, sinon il devrait renoncer à son quotidien et à son propre appareil. Un parti n'a pas de ces renoncements.

Tout recours suprême est donc impossible. Le fait est accompli, la lézarde est faite dans la Révolution d'Octobre, elle s'agrandira fatalement. C'est ce que Vaillant-Couturier appelle : « La Révolution se porte bien ». Ce pantin ose parler ainsi au moment où un homme comme Ioffé se suicide, estimant que ceux qui ne peuvent plus combattre efficacement n'ont qu'un dernier moyen d'agir, d'avertir, de blâmer : c'est leur mort. Au moment où de nombreux militants de l'opposition sont emprisonnés, d'autres exilés, d'autres chassés de leur emploi. Au moment où les ouvriers de Kharkov font une grève générale de protestation de 48 heures contre le bâillonnement de l'opposition. Il est vrai qu'au même moment l'U. R. S. S. contracte des emprunts aux Etats-Unis et qu'elle vient à la Société des Nations. Opportunisme et démagogie vont de pair une fois de plus.

P. M.

La crise de la Révolution russe
examinée à la Ligue Syndicaliste

Précisant le but poursuivi par la Ligue Syndicaliste en consacrant sa deuxième causerie de l'hiver 1927-1928 à la crise de la Révolution russe, Chambelland déclare que la Ligue n'entend pas imposer un point de vue quelconque à qui que ce soit. Au contraire, il apparaît que les militants prennent les uns et les autres position sur le fond des questions russes sans les connaître, et c'est pour remédier à cette indigence que la Ligue syndicaliste a organisé cette soirée d'étude.

Deux camarades se sont partagés la besogne.

Lazarevitch expose le contenu de la plate-forme du groupe Sapronov-Smirnov, dite plate-forme des Quinze, et il en résume les points principaux quant à la situation intérieure. Sapronov-Smirnov dénoncent la formation d'une bourgeoisie parasitaire en Russie, de même qu'une accumulation du capital privé. Ils affirment qu'il n'y a pas eu augmentation des salaires réels, qu'au contraire ceux-ci ont tendance à diminuer. Le régime des économies s'est traduit par une compression des œuvres de culture et d'assistance. Le monopole de la vodka réduit la productivité et la combativité de la classe ouvrière. Sapronov-Smirnov réclament l'indépendance des organisations syndicales à l'égard des administrations d'usines. Ils revendiquent l'éligibilité des fonctionnaires en place de leur désignation par en haut. Lazarevitch conclut son exposé objectif en demandant que la Ligue Syndicaliste se préoccupe d'intervenir contre les emprisonnements administratifs dont le nombre a augmenté depuis la discussion actuelle.

Rosmer analyse l'opposition Trotsky-Zinoviev en faisant un bref historique de la situation intérieure russe, qui a évolué du communisme de guerre à la NEP. Aujourd'hui, depuis l'« Enrichissez-vous ! » de Boukharine, on assiste à une évolution vers une sorte de Néo-Nep, et l'opposition Trotsky-Zinoviev exprime la résistance des masses ouvrières à cette politique défendue par d'anciens mencheviks ralliés au Parti. Rosmer examine plus particulièrement les critiques formulées sur le plan international par l'opposition Trotsky-Zinoviev, en particulier contre la tactique de l'I. C. sur la question chinoise, sur le Comité anglo-russe et sur le point important de la stabilisation du capitalisme. Rosmer dit qu'en ce qui le concerne, il n'approuve pas la position de l'opposition Trotsky-Zinoviev sur le Comité anglo-russe. Rosmer conclut en demandant aux ouvriers de rester attentifs au développement de la crise, car la classe ouvrière internationale subit le contre-coup des difficultés de la Révolution russe.

Diverses questions sont posées : par Lemire, sur la position de Chliapnikov et de l'ancienne opposition ouvrière; par Fulconis, sur l'attitude à observer au sein des syndicats unitaires; par Nicolas, sur les moyens par lesquels le mouvement syndical russe pourrait réagir; par divers autres camarades sur le développement de la paysannerie, sur la théorie de la « révolution permanente », sur l'intervention de l'opposition au dernier Conseil Central des Syndicats russes, et aussi sur ce que la Ligue Syndicaliste pourrait faire en France contre les emprisonnements administratifs.

Après réponse des deux orateurs, les nombreux militants qui avaient empli, ce soir du 6 décembre, la salle du *Tambour* se séparent en se donnant rendez-vous pour la prochaine causerie, qui sera consacrée aux syndicats à bases multiples.

DES TÉMOIGNAGES SÉRIEUX

Ce sont ceux dont la R. P. va publier prochainement toute une série et qui émanent de camarades ayant travaillé deux et trois ans dans les usines russes.

NOTES ÉCONOMIQUES

L'escroquerie des retraites ouvrières.

Les anciens militants se souviennent de la vigoureuse campagne menée par la C. G. T. durant les dernières années d'avant guerre contre la loi des retraites ouvrières (1). Une récente discussion à la Chambre vient de rappeler combien en cette occasion, comme en toutes autres, la C. G. T. d'avant guerre eut raison, — raison notamment contre les politiciens qui ont la prétention de « représenter » la classe ouvrière.

Le motif essentiel pour lequel la C. G. T. combattit la loi des retraites fut qu'elle la considérait comme une véritable « escroquerie ». Au lieu d'être basée sur la *répartition,* c'est-à-dire sur la répartition entre les ayants droit des sommes versées chaque année par les cotisants, la loi organisait une *capitalisation,* c'est-à-dire que les sommes versées chaque année par les cotisants, au lieu d'être réparties immédiatement entre les retraités, servaient à constituer un capital qu'on plaçait, et dont les intérêts seuls étaient employés à payer les retraites.

Dès lors, avec sa sûre conscience de classe, la C. G. T. disait : ce système va mettre à la disposition de l'Etat, un capital considérable, constitué en grande partie, sinon en totalité, par des sommes prélevées sur les salaires ouvriers; ce capital, l'Etat s'engage à ne le faire servir qu'aux retraites ouvrières, mais *nous n'avons aucune confiance dans la parole de l'Etat.* L'Etat bourgeois n'hésitera pas à puiser dans cette caisse, dans ce trésor accumulé pour ses besoins propres, dès que le besoin s'en fera sentir. Et à l'appui, la C. G. T. citait l'histoire de la Caisse des Invalides de la Marine, caisse plusieurs fois centenaire, qui fut pendant toute son existence, à toutes les époques et sous tous les régimes, cyniquement pillée par l'Etat.

Contre l'histoire, et contre le plus élémentaire bon sens, le Parti socialiste, Jaurès en tête, affirmait, à l'encontre de la C. G. T., la vertu de l'Etat, il se portait garant de l'honnêteté de l'Etat bourgeois !

A qui les événements ont-ils donné raison ?

Quelques années à peine se sont écoulées depuis le vote de la loi sur les retraites, et les ouvriers sont déjà frustrés de plus de la moitié, des *six dixièmes* exactement, de la retraite à laquelle leurs versements leur donnent droit.

Ce ne fut point, il est vrai, le vol brutal et franc, comme ceux pratiqués aux siècles derniers dans la Caisse des Invalides de la Marine, l'Etat ayant depuis lors perfectionné ses procédés ! Par le même moyen que celui par lequel l'Etat moderne a substitué à la faillite franche la faillite « insidieuse », l'Etat français a pratiqué à l'égard de la Caisse des Retraites, le vol « insidieux ». En instituant le cours forcé du billet de la Banque de France, l'Etat a pu régler à volonté la valeur de ce qu'il continue à dénommer *franc,* et par suite, tout en donnant aux ouvriers retraités, une somme de francs égale ou même supérieure à celle qu'il devait leur donner, ne leur donner que des francs d'une valeur inférieure à celle des francs que ceux-ci lui avaient versés, les volant ainsi de toute la différence. Les ouvriers d'avant 1914 avaient versé des francs-or qui devaient leur assurer une retraite annuelle de 100 francs, 100 francs-or, 100 francs de la même monnaie que celle qu'ils avaient versée, et au lieu de cela, on leur donne des bouts de papier sur lesquels on a généreusement inscrit la somme de 200 francs, mais contre lesquels il n'est possible de se procurer qu'une quantité d'or égale à celle qui était contenue dans deux louis de 20 francs, de ces louis avec lesquels les retraités ont pourtant versé leurs cotisations. 40 francs au lieu de 100 francs, ils sont volés de 60 francs par an, de 60 francs-or, soit de 300 francs actuels, les pauvres malheureux qui se sont laissés prendre aux belles phrases du Gouvernement et des députés socialistes !

Heureusement qu'ils sont peu nombreux ceux-là, l'immense majorité de la classe ouvrière, fidèle à son sens de classe exprimé par la C. G. T., s'étant refusée à se laisser appliquer la loi des retraites, et pouvant maintenant, sans pâtir, vérifier une fois de plus quelle profonde vérité renfermait le syndicalisme révolutionnaire, pour avoir pu ainsi, chaque fois qu'un problème s'est trouvé posé, être d'accord avec la réalité.

Le syndicalisme révolutionnaire avait dit : la loi des retraites ouvrières est une escroquerie ; moins de dix ans après, l'escroquerie est pleinement réalisée.

(1) Voir la *Voix du Peuple,* la *Bataille Syndicaliste,* et la *Vie Ouvrière* de cette époque.

Une nouvelle conquête du "séparatisme" algérien.

Le Gouvernement français vient de nommer comme gouverneur général de l'Algérie, en remplacement de Viollette, le préfet d'Alger, Bordes. Ce qui caractérise cette nomination, c'est le fait que celle-ci a été imposée par les parlementaires algériens, et les corps élus d'Algérie.

Au lieu d'être comme les précédents gouverneurs un homme politique ou un haut fonctionnaire ayant acquis dans la politique ou l'administration métropolitaine une autorité suffisante pour lui permettre de représenter réellement la France à l'égard des Algériens, le nouveau gouverneur est tout juste la créature du plus représentatif des Algériens, le sénateur Duroux, gros minotier et énorme viticulteur, dont on évalue la fortune à quelques centaines de millions. Sans Duroux et le groupe politique algérien dont il est le chef, Bordes ne serait rien ; le jour où il s'aviserait de vouloir se rendre indépendant, il disparaîtrait

Pour la première fois ainsi depuis cent ans, le Gouverneur général de l'Algérie n'est pas le représentant de la France en Algérie, mais le mandataire des Algériens. Un gouverneur qui ne pourra gouverner que comme les Algériens l'entendent, et non comme la France métropolitaine l'entendra.

C'est une conquête fort importante du « séparatisme » algérien. Je rappelle que l'Algérie a déjà son budget particulier, que règle souverainement son propre parlement, les « délégations financières » ; avec un gouverneur, en fait choisi par elle, elle acquiert une autonomie presque complète.

Autonomie qui n'ira d'ailleurs point, car les Algériens n'y ont point intérêt, jusqu'à l'indépendance. Car, de même que les Dominions britanniques, pratiquement indépendants, ne sont pas fâchés cependant de faire partie nominalement de l'Empire britannique, afin d'avoir leur commerce et leurs communications protégés par les navires de guerre anglais, de même les Algériens, non seulement ne sont point fâchés, mais ont un besoin absolu de l'armée française,

à seule fin de permettre la continuation de leur domination sur l'indigène.

Car il est bien entendu que lorsqu'on parle des Algériens, il s'agit seulement des huit cent mille Européens et Juifs qui habitent l'Algérie, et non des cinq millions d'indigènes, Arabes et Kabyles. Ceux-là n'ont, bien entendu, pas été consultés pour la nomination de Bordes, pas plus qu'en fait ils ne peuvent influer sur le vote du budget ou sur toute autre mesure politique ou administrative : ils sont et restent serfs.

Bien au contraire, tout pas fait sur la voie du séparatisme, et en particulier la nomination du nouveau gouverneur général, signifie pour l'indigène un degré de plus dans la servitude. Un gouverneur français, véritablement représentant de la métropole, voit nécessairement plus loin que l'Algérien qui ne pense qu'à faire par tous les moyens et au maximum suer le burnous, afin de s'enrichir au plus vite. Un tel gouverneur a nécessairement une politique de classe moins étroite, se préoccupant davantage de l'avenir. Sans changer grand'chose au fond, il peut lui arriver de « freiner » quelque peu, quand l'Algérien exagère vraiment par trop, et surtout par trop ostensiblement. Avec un gouverneur qui ne sera au contraire que le représentant des Algériens, ce frein, si faible fût-il, n'existera plus du tout.

Viollette a dû envoyer sa démission parce qu'afin de faire contrepoids à sa politique de féroce arbitraire contre le communisme, il avait manifesté ces derniers temps l'intention de faire « quelque chose » pour l'indigène; cela avait immédiatement dressé contre lui, en un bloc compact, tous les Algériens. Son départ et son remplacement par l'homme qui incarnera la politique diamétralement opposée est une nouvelle preuve, s'il en était encore besoin, de l'inanité du réformisme, en matière coloniale plus encore peut-être qu'en toute autre.

A quoi ont servi les diminutions de salaires consenties par les mineurs.

Un certain nombre de Compagnies minières clôturent leurs comptes au 30 juin de chaque année, au lieu du 31 décembre. Ces compagnies annoncent actuellement les bénéfices qu'elles ont réalisés du 30 juin 1926 au 30 juin 1927. Ainsi qu'il fallait s'y attendre, malgré la « crise », ces bénéfices sont en augmentation considérable sur ceux de l'an dernier.

C'est ainsi que *Béthune* a réalisé 22 millions de bénéfices nets au lieu de 17 millions l'an dernier, — l'*Escarpelle*, 12 millions au lieu de 10, — et enfin, cas le plus caractéristique de tous, parce qu'il s'agit d'un charbonnage non touché par les dévastations de la guerre, et qu'on ne peut donc arguer que sa reconstitution n'était point terminée l'an dernier alors qu'elle l'est cette année, *Marles* a fait 35 millions de bénéfices au lieu de 27 millions !

Il y a un an environ, au début de la stabilisation, les ouvriers mineurs ont bénévolement accepté une diminution de leurs salaires, sous le prétexte que sans cette diminution, les Compagnies « ne pourraient plus vivre ». Ils voient maintenant ce qu'il en est : leurs diminutions de salaires n'ont servi qu'à faire enfler encore les bénéfices patronaux, bénéfices qui, je le rappelle, sont de l'ordre, pour ce qui concerne tous les grands charbonnages, de 100 % et de 1.000 % du capital engagé.

R. L.

A travers les Livres

GUIDO MIGLIOLI : *Le Village soviétique*. (1 vol. in-8, avec 40 photographies. — 10 francs. Librairie du Travail, éditeur.)

Une des néfastes conséquences indirectes des déchirements intérieurs du Parti communiste russe c'est qu'il est plus que jamais difficile de se représenter l'état de la Russie soviétique et d'en suivre le développement. Les informations officielles fournies par la direction du Parti inspirent une méfiance justifiée; les récits des touristes qui parcourent la Russie du nord au sud et de l'ouest à l'est en vingt et un jours, ne sauraient être pris au sérieux. D'autre part, l'opposition, poussée par la violence de la controverse, peut être entraînée à souligner surtout les échecs, à insister sur les côtés faibles de la vie soviétique. Comment s'y reconnaître et, dans le feu des discussions acharnées, les conquêtes les plus certaines de la Révolution ne risquent-elles pas d'être complètement obscurcies et oubliées ? A ce point de vue, outre son intérêt et sa valeur propres, l'ouvrage de Guido Miglioli rendra un grand service au prolétariat occidental. Bien qu'il traite exclusivement de la question paysanne, il s'abstient sagement de s'engager dans les controverses présentes. Miglioli n'est pas communiste. C'est un catholique italien, un ancien député, qui appartenait au parti catholique populaire de don Sturzo. Familiarisé depuis longtemps avec tous les problèmes qui se rapportent à la question agraire, il est allé en Russie pour étudier sur place la situation des paysans libérés par la Révolution au moment même où, dans son pays, les travailleurs des champs retombaient sous le joug des agrariens, patrons du fascisme. Il fit là-bas deux sérieux séjours et après avoir publié un premier livre où il étudie le problème sous son aspect scientifique, il nous donne aujourd'hui *le Village soviétique*, présentant, sous une forme plus attrayante, le summum de ses connaissances et s'attachant à faire revivre sous nos yeux les aspects de la vie paysanne qu'il s'est efforcé de pénétrer aussi intimement qu'il est permis à un étranger de le faire. C'est ainsi qu'il écrit :

« Je n'oublierai pas facilement un épisode de mes pérégrinations à travers les villages de la République russe. Je visitais la partie la moins fertile du district de Rostov, quand mon attention fut attirée sur une pauvre maisonnette du minuscule hameau de Sondino. Perchée au sommet d'une pente qui s'élève à travers un terrain aride et semé de souches desséchées le long de la petite rivière Ichime, elle semble surveiller les quelques bandes de terrain qu'un effort prolongé de la charrue a rendues productives.

« Voilà un paysan, pensé-je, qui est resté pauvre. Son habitation même le dit. C'est une cabane faite de troncs d'arbres, comme toutes celles de la région, mais dont le toit de chaume est presque hors d'usage et porte les signes évidents de la misère d'une famille. Et pourtant les fenêtres étaient réparées et égayées de plantes fleuries; involontairement mon regard pénétrait à l'intérieur, attiré par la couleur blanche des murs.

« — Nous sommes encore pauvres ! me dit une femme atteignant la soixantaine, qui avait deviné ma curiosité. La terre n'est guère fertile et nous ne pouvons pas encore remettre à neuf l'intérieur de notre maison. Mais entrez : là-dedans, nous sommes riches de paix... »

Tel est le ton de ce livre. Mais, bien que son mérite littéraire soit grand, qu'on ne s'imagine pas qu'il se borne à une évocation un peu superficielle du paysan et du village soviétiques. L'information qu'il apporte est abondante et précise et s'étend aux divers côtés du problème.

L'auteur s'occupe d'abord du moujik; il montre ce qu'il était — non l'esclave né comme on se l'est trop souvent imaginé : on ne l'a pas tenu jusqu'au bout dans les tranchées — et ce que la Révolution en a fait : un homme qui a vraiment conscience de ce qu'il est sur le sol que la Révolution lui a donné.

Maintenant qu'il dispose d'un lopin de terre va-t-il devenir un petit paysan semblable au petit paysan de tous les pays ? Miglioli ne le craint pas. Il croit que lorsqu'on dit que la Révolution s'est bornée à créer la petite propriété paysanne on montre simplement qu'on

a une vue toute superficielle des choses. Il rapporte là-dessus des conversations qu'il a eues avec les paysans, notamment ce propos de l'un d'eux : « La terre n'est pas à moi, la terre est à nous. »

Il montre ce qu'a été « la conquête de la terre », comment s'est effectuée la remise de la terre aux paysans, puis comment, dès que la paix l'a permis, on s'est préoccupé d'organiser méthodiquement la vie du village. Sur ce point aussi, la vue qu'on a généralement est trop sommaire et par là, inexacte. On a expérimenté les formes les plus variées. Il y a eu les « communes » qu'on pouvait considérer comme du communisme intégral. Tout était mis en commun : terres, machines, bétail. C'est une forme qui est aujourd'hui en décadence. On comptait 3.000 communes en 1921; on n'en retrouvait guère que la moitié en 1926. Par contre, les associations coopératives ont parfaitement réussi : de 193 en 1921 elles sont passées à 5.500 en 1926. A côté de la coopérative il y a l'artel qui groupe les paysans pour un objet déterminé : achat et utilisation de machines par exemple; il est, lui aussi, en plein développement. En ce qui concerne les coopératives, un résultat est déjà acquis : « le fait que les exploitations collectives obtiennent un rendement supérieur à celui de la petite exploitation individuelle est aujourd'hui incontesté. » Enfin, dans ce domaine, la création la plus importante est le « sovkhoz » ou domaine soviétique. Dans la répartition des terres, l'État s'est réservé un certain nombre de grands domaines, précisément dans le but de montrer d'une manière pratique, les avantages de l'exploitation collective et, en même temps, pour instituer des centres d'expériences et d'exploitation modèles où tous les progrès de la technique sont étudiés et appliqués.

Bien qu'il souligne surtout les conquêtes de la Révolution, ce qui est nouveau et fécond dans la condition paysanne russe, Miglioli n'élude pas les difficultés. C'est ainsi qu'il aborde le problème du salariat agricole. On estime à environ 2.500.000 le nombre des travailleurs agricoles, sur lesquels un million sont syndiqués. Sur ce nombre, il y a seulement un tiers de paysans sans terre. Les autres n'en ont pas suffisamment et ils n'en demandent pas davantage parce qu'ils seraient dans l'impossibilité de l'exploiter. Dans d'autres cas, les salariés sont fournis par les enfants trop nombreux d'une famille qui n'a pas assez de terre pour pouvoir les nourrir tous. Enfin le salariat agricole serait, selon Miglioli, une conséquence inévitable du passage des formes primitives de culture à la culture intensive, qui exige plus de bras et doit absolument trouver, pour se développer, une main-d'œuvre supplémentaire. Aussi approuve-t-il sans réserve les concessions faites dans ce domaine par l'État soviétique en 1925. Il parle, par contre, assez sommairement de la crise des « ciseaux » et du koulak. Cette réserve est bien compréhensible de la part d'un observateur consciencieux, sympathique à la Révolution russe mais non communiste. Pour les communistes ce sont au contraire des questions de première importance car avec une politique qui favorise le koulak « le village soviétique », dont Miglioli nous trace un tableau si attachant, aurait bientôt cessé d'exister. — A. ROSMER.

⁂

LOUIS GUILLOUX : *La Maison du Peuple.* (Bernard Grasset, éditeur.)

Louis Guilloux conte l'histoire d'une famille de cordonniers dans une vieille ville bretonne. Petite vie de pauvres gens : la maison, l'échoppe, la recherche du travail, les grands-parents, le chômage, la maladie, l'hôpital...

Mais l'histoire de cette famille ouvre sur la vie de la ville de nombreuses perspectives, si bien qu'elle arrive à être un moment de la vie des travailleurs d'avant-guerre.

La père est un militant obscur, inconnu, dépourvu, sans doute, de doctrine, mais doté du sens de sa classe et de l'infinie volonté d'être « bientôt les maîtres ». Malgré le grand-père, malgré la femme, malgré les soucis du pain quotidien et du loyer, malgré la fuite de la clientèle, Quéré tenacement milite sans aucune ambition personnelle.

Les grands espoirs... La section qui recrute, se gonfle, s'aguerrit. L'audace qui déborde des militants. La cité qui frémit et s'anime.

Puis, inévitablement la trahison politicienne, les suspicions mutuelles, la phalange qui se désorganise.

Et quand même, un jour, on se remet en route. Les vaincus se retrouvent, se regroupent, reprennent leurs cartes, leurs timbres et leurs espérances. Joyeusement, ils donnent leur travail du dimanche pour élever « la Maison du Peuple ».

Sur l'espoir neuf, un grand coup de vent : la guerre — défaite des peuples...

Simplement et sobrement — trop sobrement parfois à notre gré, par exemple pour narrer la rouerie du politicien Ribal — Louis Guilloux a écrit une page de l'histoire des prolétaires; non pas des prolétaires conventionnels que l'on rencontre trop souvent dans les œuvres de propagande mais des prolétaires vivants et qui sont des hommes, de bons hommes solides et près de notre cœur.

Le portrait de Quéré, cordonnier breton, est un monument fruste mais harmonieux élevé aux humbles et tenaces militants qui sont la force et l'espérance du mouvement révolutionnaire. Et il mérite d'être accueilli avec sympathie par tous ceux qui consacrent un peu de leur vie à bâtir pour les peuples une maison plus accueillante. — B. GIAUFFRET.

⁂

PAUL VERDIER : *Les Sacrifiés.* (3 francs, chez Plagnes, éditeur, 10, rue Aigueperse, Limoges.)

Sarlou a rampé dans les tranchées, Sarlou s'est débattu dans le fleuve de boue, Sarlou a bondi à l'assaut, puis il a roulé, anéanti. Et à son réveil, il était entré dans la nuit éternelle.

L'hôpital allemand. Le retour. Et la petite femme « qu'on aimait bien » qui offre seulement un peu de pitié à la face déchirée. Sarlou, l'instituteur aveugle, est dépouillé de tout : plus de métier, plus de livres, plus d'amour. C'est une nouvelle nuit atroce qui l'enveloppe.

Lentement, intensément, l'homme explore sa misère; chaque jour, il en découvre un nouveau quartier. Révoltes contre la guerre. Désespoir de l'amour perdu.

Enfin, l'effroyable sérénité : les vivants ont le droit de vivre, les forts ont le droit de s'aimer. Il faut débarrasser le chemin de ceux que l'on aime pour qu'ils puissent goûter leur vie

Et dans un soir de délire, Sarlou jette les restes de lui-même dans la Seine. Le sacrifice est achevé.

. . . .

Un roman vigoureux d'accent, malgré quelques expressions « d'école » et qui atteint parfois jusqu'au sommet de l'émotion. Souhaitons que ce douloureux récit ne souffre pas de l'ostracisme que la « vague d'oubli » jette contre tout rappel de nos misères. — B. G.

⁂

AN-SKI : *Le Dibbouk* (Rieder, édit.).

Je ne saurais trop conseiller aux camarades qui le peuvent de lire cette œuvre. Un drame puissant, grandiose qui ouvre à nos esprits positifs les perspectives infinies du mysticisme juif... Tout un voyage, quasi dans l'autre monde. — B. G.

❁ ❁ ❁

Nous avons reçu :

J. Gautier : *La Chine brûle. — Sera-t-elle bolchévisée ?* 9 francs. (Editions d'Art.)

L'exil et la prison, parfois la mort, contre les meilleurs révolutionnaires; 1 franc. (Brochure du Comité International de défense anarchiste.)

André Chamson : *Les Hommes de la route,* roman; 12 francs. (Grasset, édit.)

Charles Desplanques : *Barbiers, Perruquiers, Coiffeurs.* Prix : 10 fr. (Bibliothèque sociale des Métiers, Doin, édit.)

H. G. Scheffauer : *Visage de la nouvelle Amérique.* Traduction par M. Gay. Prix : 12 fr. (Rieder, édit.)

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

En revenant de Suresnes...

Les deux « bourreurs de crânes » quotidiens, *Peuple* et *Humanité*, montrent une certaine discrétion à l'égard de la réunion organisée le 8 décembre, à Suresnes, aux usines Saurer, par les métallurgistes confédérés. Tous deux cependant avaient annoncé cette réunion avec quelque fracas, l'un pour appuyer la tentative de tirer profit de la faillite de la direction du Syndicat unitaire des Métaux parisiens, l'autre pour dénoncer « la collusion des réformistes avec le patronat », sous le prétexte que les affiches annonçant cette réunion n'avaient pas été lacérées par la direction des usines Saurer. Le *Peuple* n'a publié depuis qu'un pâle compte rendu. Quant à l'*Humanité*, sauf erreur, elle n'a pas encore jugé nécessaire d'informer ses lecteurs des résultats de la contradiction unitaire qu'elle avait annoncée.

Serait-ce que cette réunion n'aurait tourné au profit ni des uns ni des autres ? C'est cela même, grâce à l'intervention d'un camarade de la minorité syndicaliste des Métaux unitaires, intervention à laquelle les uns et les autres ne s'attendaient pas.

Comme on pouvait le supposer, les orateurs confédérés s'étaient armés du dernier numéro de la *Révolution Prolétarienne* qui contenait le compte rendu de la première session du Congrès du Syndicat unitaire des Métaux, et ils escomptaient de sérieux bénéfices à tirer de ce compte rendu dont l'auteur n'avait dissimulé aucune des preuves de la faillite de la direction bolchévisée de ce syndicat-cobaye du Parti communiste.

Mais avant d'espérer désagréger à leur profit le Syndicat unitaire, les confédérés ne s'étaient pas demandés si leur programme et leurs méthodes étaient vraiment susceptibles d'inspirer confiance aux métallurgistes parisiens. Capocci vint défendre à Suresnes le programme de la C. G. T., véritable monument de néo-millerandisme, qui prétend faire avaler la rationalisation à la classe ouvrière, programme qui a reçu des approbations bien compromettantes, celle des politiciens radicaux, celle des politiciens républicains-socialistes, et qui, selon une feuille caillautiste, pourrait même servir de ralliement pour la prochaine foire électorale à une variation d'Union nationale, du Centre droit au Centre gauche !

Quand elle dénonce la faillite de la direction du Syndicat unitaire, la minorité syndicaliste ne veut nullement dire qu'il faille abandonner l'esprit et les méthodes du syndicalisme révolutionnaire. Loin de cette pensée, la minorité syndicaliste lutte au contraire pour la renaissance de cet esprit et de ces méthodes, contre l'envahissement du mouvement unitaire par la conception néo-guesdiste des « bolchévisateurs » français. A plus forte raison, elle se dresse contre l'orientation toujours plus accentuée de la C. G. T. vers le syndicalisme de gouvernement, et c'est ce que l'intervention de notre camarade Rouméguère, à la réunion de Suresnes, a démontré.

L'intervention de Rouméguère a également démontré que, dans cette affaire, seule la minorité syndicaliste des Métaux a fait entendre la véritable voix de l'unité.

C'est s'éloigner de l'unité que d'essayer, comme l'ont fait les confédérés par cette réunion de Suresnes, de prendre des syndiqués à la C. G. T. U. Quand les deux C. G. T. emploient leur temps à se voler les adhérents, elles montrent qu'elles n'ont jamais été aussi loin de la réalisation de l'unité syndicale. Rouméguère a déclaré à Suresnes : « Nous défendons dans la C. G. T. U. cette conception de ne pas créer des syndicats unitaires en face des syndicats confédérés existants. Nous considérons, de même, que la C. G. T. ne doit pas créer des syndicats confédérés en face des syndicats unitaires existants. Ou alors c'est aggraver l'état de scission et nous n'en sommes pas. »

Pourquoi est-ce seulement la minorité syndicaliste unitaire qui a fait entendre ce point de vue à Suresnes ? Pourquoi ce point de vue n'a-t-il pas été exprimé par les orateurs de la Fédération et du Syndicat unitaires ? A coup sûr, parce que ces derniers rabaissent la réalisation de l'unité à une question de tactique, et qu'ils ne désirent pas l'unité réelle.

Mais, à Suresnes, la minorité syndicaliste des Métaux ne s'est pas seulement trouvée en face de Capocci et des orateurs unitaires. Elle a rencontré, aux côtés de Capocci, Broutchoux et Chaverot, anciens membres de la C. G. T. U., aujourd'hui membres de la C. G. T., dont les conceptions personnelles ne vont guère avec le programme de Jouhaux. Que font-ils au sein de la C. G. T. ? Ils ont affirmé à Suresnes qu'ils n'y étaient que de simples cotisants. Ne voient-ils pas que le problème d'aujourd'hui c'est justement que les simples cotisants des deux C. G. T. retrouvent leur droit à la parole et qu'ils en usent ? Pourquoi n'en usent-ils pas contre le programme néo-millerandiste de Jouhaux ? Pourquoi ne consacrent-ils pas leurs efforts à ramener la C. G. T. au véritable syndicalisme ?.

C'est à cela que Rouméguère les a invités à s'atteler en leur rappelant que c'est seulement d'un effort parallèle de redressement du syndicalisme dans les deux C. G. T. que pourra sortir l'unité.

C'est à cette fin que la Ligue Syndicaliste a été créée et que, sans se lasser, sans se décourager, ses militants continueront de consacrer leurs efforts. — M. CH.

Les Causeries de la LIGUE SYNDICALISTE

Les Syndicats à bases multiples

Au 1er janvier 1928, doit entrer en application la résolution du Congrès de Bordeaux constituant à la C. G. T. U. une Caisse nationale de Solidarité. Quels sont les dangers, quels sont les avantages de cette innovation ? Quelle doit être l'attitude des militants syndicalistes à son égard ?

La Ligue Syndicaliste étudiera la question dans sa 3e Causerie qui aura lieu :

LE VENDREDI 23 DECEMBRE

à 20 h. 30, Salle Rouillard (Vins-Tabacs), 6, rue Dupetit-Thouars et 1, rue Dupuis, Paris. (Métro : *République* ou *Temple*.)

Cordiale invitation aux lecteurs de la *R. P.*

La deuxième session
du Congrès des Métaux parisiens

La deuxième session du Congrès du Syndicat des Métaux de la région parisienne s'est ouverte le 4 décembre, à 10 heures du matin, devant un petit nombre de délégués. Il n'y avait plus de rapport moral à approuver, ni de fonctionnaires à élire, donc nos « bolchéviks » n'avaient pas cru devoir se déranger en nombre.

Lénard explique que la Commission des Résolutions s'est réunie dans l'intervalle des deux sessions, que Richard va rapporter en son nom devant le Congrès, et qu'en prolongeant la séance jusqu'à une heure de l'après-midi, le Congrès pourra être vite terminé. Mais Lénard n'avait pas pensé à cette « sale minorité » qui a une autre façon de comprendre le travail d'un Congrès chargé de fixer les revendications des métallurgistes parisiens.

La résolution lue par Richard ne dit rien sur le « travail à la chaîne ». Mahouy s'étonne de ce silence en face d'une telle aggravation des conditions de travail. Et c'est alors qu'un délégué majoritaire ose monter à la tribune pour défendre le travail à la chaîne, où il ne voit que des avantages (!)

Si un patron avait été présent, il aurait sûrement applaudi !

Malgré son ardeur, Lénard ne peut enlever le vote de la résolution le matin, et l'après-midi, il est même contraint, devant la ténacité des camarades de la fonderie, qui se déclarent contre toute surproduction, d'y apporter une modification dans ce sens; je me suis rallié à cette modification bien qu'elle ne m'ait pas donné toute satisfaction. Mais l'attitude de nos camarades de la fonderie constitue un premier avertissement pour nos dirigeants.

Sous prétexte de parler du Congrès fédéral, Rabaté vient ensuite incriminer, selon l'habitude, la minorité au sujet d'articles de la *Révolution Prolétarienne* sur les grèves de Dunkerque et de Château-Regnault. Je crus bon de rappeler à Rabaté qu'à Bordeaux, il n'avait pas montré le même empressement à parler des grèves passées, puisque l'I. S. R. vient justement de blâmer la C. G. T. U. pour cette omission importante.

Notre participation active à ce Congrès obligea la majorité à nous offrir notre représentation au Congrès fédéral devant se tenir le 12, offre que nous avons acceptée avec joie, puisqu'elle nous permettra de faire entendre notre point de vue aux camarades de province et de travailler ainsi, au développement de notre Fédération Unitaire. — H. ROUMÉGUÈRE.

P.-S. — Les camarades minoritaires de l'A. O. P. ont laissé remporter une « grande victoire » — « à vaincre sans péril... » — au général Lénard, puisque leur section, de minoritaire qu'elle était, est devenue, par suite de leur crise de « pêche à la ligne » majoritaire. Allons ! quoi, un coup de collier, ne craignez pas de remettre la main à la pâte pour le redressement syndical. Et qu'au prochain Congrès, camarades de l'A. O. P., nous nous retrouvions pour mener la lutte ensemble ! — H. R.

LE
DÉCLIN DES COMMUNISTES CHEZ LES TYPOS

Les syndicalistes révolutionnaires l'ont emporté aux élections pour le Conseil syndical typo. Leur liste a obtenu de 238 à 225 voix; celle des communistes 163 à 153.

L'*Humanité*, à qui des résultats complets ont été communiqués, a éprouvé le besoin de les tronquer pour masquer le cuisant échec de ses partisans, qui n'avaient jamais obtenu aussi peu de suffrages, malgré le racolage de quelques transfuges syndicalistes, dont un ancien secrétaire du syndicat.

Au lendemain du Congrès de Bordeaux, le quotidien du P.C. avançait que le Conseil syndical en fonctions avait été élu à 10 voix de majorité. C'était un mensonge.

Si le nouveau Conseil obtient 75 voix de majorité, le dernier avait été élu à 40 voix de majorité; tandis que l'avant-dernier — celui élu il y a dix-huit mois — n'avait eu que 10 voix, et qu'au vote précédent, celui de novembre 1925, les communistes arrivaient à peu près à parité de voix avec les syndicalistes révolutionnaires, puisqu'ils avaient 5 élus sur 15.

Le nombre des suffrages obtenus par les communistes à ces différentes consultations montre encore mieux leur déclin constant depuis deux ans. C'est ainsi qu'aux élections de novembre 1925, le plus favorisé d'entre eux obtenait 244 voix; en juillet 1926, 234; en novembre 1926, 198; cette fois-ci, 163; pendant que les syndicalistes retrouvent chaque fois les mêmes suffrages.

La victoire des syndicalistes typos prouve que lorsqu'on est décidé à tenir, on peut mettre en échec les saboteurs du P. C. Leur domination dans la plupart des syndicats n'est faite que du renoncement à la lutte des éléments syndicalistes. — F. CHARBIT.

UNE FÊTE DES 500

Le Syndicat de l'Enseignement du Finistère s'apprête à fêter son 500e adhérent.

En septembre dernier, quelques-uns de ses militants me disaient : « Nous l'aurons avant Pâques et nous profiterons de ces vacances pour le fêter. »

Ils étaient alors 450 environ. Les 500 n'ont pas attendu Pâques; ils sont atteints; ils sont même dépassés.

Caruel, qui vient de prendre le secrétariat, m'annonce qu'ils sont à 529 et que ça continue à monter.

Le Syndicat du Finistère est capable de fêter, à Pâques, non pas ses 500, mais ses 600 adhérents.

C'est un beau pourcentage de syndiqués sur un total de 2.000 instituteurs et institutrices dans le département.

Et ce ne sont pas des syndiqués bons cotisants mais ennemis des coups. Au contraire, c'est dans la lutte que ce syndicat a grandi, une lutte endiablée et sans arrêt contre l'Administration et contre les ennemis de l'école laïque.

Depuis longtemps il arrive comme effectifs en tête des syndicats de la Fédération de l'Enseignement, distançant de loin les autres syndicats les plus forts, et démontrant par l'exemple qu'on peut joindre la qualité à la quantité, avoir le nombre et la hardiesse, être un syndicat de masse tout en étant résolument attaché au syndicalisme révolutionnaire.

Je suis même sûr que c'est grâce à son attachement au syndicalisme et à son indépendance à l'égard des partis qu'il a gardé son unité et grandi aussi rapidement.

En 1919, pour m'avoir confié son mandat au Congrès confédéral de Lyon, qu'est-ce qu'il a pris le Syndicat de l'Enseignement du Finistère ! On me reprocha d'avoir soulevé la tempête dans ce Congrès avec un syndicat de dix membres.

Il n'était pas vieux, il avait été fondé l'année d'avant, en septembre 1918, en pleine guerre; mais il avait déjà 62 membres. Pour un syndicat d'instituteurs, ce n'était déjà pas mal.

Dix ans après, il songe à fêter ses 500 adhérents. En dix ans il a décuplé ses effectifs, sans quitter la bonne route révolutionnaire. C'est dire s'il y a autour des Cornec une bonne équipe de militants et de militantes connus et inconnus.

Il est un exemple pour les autres syndicats unitaires de l'Enseignement qui devraient bien lui demander sa recette pour grandir. Il en est un aussi pour les syndicats ouvriers de cette région du Finistère, qui n'ont pas su comme lui sauvegarder leur vitalité et leur esprit révolutionnaire dans cette période de scission. — P. M.

FAITS ET DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

SAMEDI 26 NOVEMBRE. — La délégation des Soviets à la Conférence du désarmement est arrivée à Genève.

DIMANCHE 27. — Inondations en Algérie, rupture du barrage de Perrégaux; milliers de victimes à Mostaganem.

LUNDI 28. — La délégation des terrassiers lock-outés établit devant une Commission municipale l'existence de malfaçons au Métro.

— Doriot et Courtois condamnés à un an de prison pour articles dans l'*Avant-Garde*.

MERCREDI 30. — Litvinov présente, devant la Commission du désarmement, à Genève, un plan de désarmement général.

JEUDI 1er DÉCEMBRE. — Les mineurs de Lavaveix se mettent en grève.

VENDREDI 2. — La Chambre maintient les périodes de réservistes pour 1928.

U. R. S. S. : Ouverture du XVe Congrès du parti communiste.

SAMEDI 3. — A Quimper, 2e Congrès des pêcheurs de la côte.

U. R. S. S. : Au Congrès du parti communiste, discours de Clara Zetkin contre l'opposition.

DIMANCHE 4. — Entretien, à Genève, entre Briand et Lounatcharsky et Litvinov.

— Le parti républicain-socialiste approuve le programme de la C. G. T.

Allemagne : L'industrie de la métallurgie lourde menace d'un lock-out, au 1er janvier, ses 280.000 ouvriers.

Australie : Lock-out déclaré par les armateurs.

LUNDI 5. — Entrevue entre Austen Chamberlain et Litvinov.

U. R. S. S. : Rapport de Staline au congrès du parti communiste.

MARDI 6. — Le procès « d'espionnage » revient en appel.

— Suicide d'Emile Sionville, lock-outé du Métro, emprisonné à la Santé.

U. R. S. S. : Discours de Rakowsky et de Kamenev au Congrès communiste.

MERCREDI 7. — Lock-out des dockers de Saint-Nazaire.

JEUDI 8. — Meetings des boulangers en faveur du travail de jour.

— Grève générale de 24 heures des dockers de Nantes.

U. R. S. S. : Le Congrès du parti russe approuve à l'unanimité la politique de Staline.

VENDREDI 9. — Sia Tung, délégué du Kuomintang, est menacé d'expulsion.

SAMEDI 10. — Un accord polono-lithuanien est réalisé à Genève.

— Arrestation du Dr Larribère, à Athis-Mons.

— A Saumur, procès Henriette Alquier et Marie Guillot; jugement à huitaine.

Le parti radical et le programme de la C. G. T.

Le fameux bateau-programme de la C. G. T., dont nous avons donné le texte la quinzaine dernière, est bien le fruit d'une alliance entre la C. G. T. et le parti radical. L'éditorial du 16 novembre de la *Volonté*, le quotidien radical caillautiste, en fournit la preuve. Certes, cet article ne trahit « aucun secret majeur », mais il montre que la résolution du parti radical du 17 novembre, avait été préparée de longue main et qu'une résolution antérieure, celle du congrès radical de Wagram, avait été prise déjà en parfait accord avec les dirigeants de la C. G. T.

Voici les passages principaux de cet éditorial de la *Volonté* :

La Confédération Générale du Travail a publié hier son programme de réalisations immédiates. Il est tel que nous pouvions l'attendre d'une équipe d'hommes clairvoyants qui, selon leur propre formule, ne séparent point la défense des intérêts ouvriers de la sauvegarde des intérêts de la collectivité. Dans le remarquable document cégétiste, il ne s'agit plus de lutte de classe, mais d'organisation nationale. Et c'est chose infiniment précieuse, réconfortante...

Nous pourrions même dire que le programme cégétiste, loin de se substituer ou d'infirmer le programme radical, se borne à en préciser plusieurs points. Il suffit pour cela de se rappeler très exactement les conditions dans lesquelles la Déclaration de la salle Wagram (congrès radical) a été préparée. *Nous ne pensons trahir aucun secret majeur en disant que les rédacteurs de cette déclaration avaient en leur possession un texte des réformes étudiées par la C. G. T.* Il furent donc en mesure de contrôler les liens étroits qui existaient entre leurs conceptions et celles de ce que nous appellerons le syndicalisme pratique. Lorsqu'ils soumirent aux militants radicaux le projet qui fut adopté à l'unanimité, ils savaient être en parfait accord avec les leaders de la C. G. T. Le parti politique ouvrier ne pouvait mal accueillir un programme dont l'inspiration n'a rien de commun avec les vieilles doctrines de la lutte de classe; le point important, en tout cas, était que le syndicalisme ne différait point d'avis avec le radicalisme sur l'œuvre réformiste à accomplir.

Les éléments directeurs de l'industrie et du commerce, sincèrement désireux de contribuer au redressement national, peuvent-ils s'inquiéter de l'union qui se réalise ainsi entre l'élite du monde ouvrier et notre plus grand parti républicain ?

***

Les Trade-Unions et la F. S. I.

La conférence tenue à Londres, le 8 novembre, entre les dirigeants de l'Internationale d'Amsterdam et ceux des Trade-Unions a causé une désillusion à Jouhaux et à ses amis. Aussi font-ils le silence sur cette conférence.

Voici quelques commentaires du *Bulletin de l'Internationale des Transports* (novembre) qui confirment l'information du *Times* reproduite ici le 15 novembre :

Le premier essai tenté ouvertement pour réaliser un rapprochement entre la F. S. I. et la Centrale des Trade-Unions n'a pas eu beaucoup de succès.

L'élection par le Congrès syndical international contre le gré des délégués anglais et contre son propre gré, de Georges Hicks dans le Comité directeur de la F. S. I., a indisposé les esprits en Angleterre.

Les Anglais ont souligné, au cours des délibérations, qu'ils ne prétendent point faire valoir de titres à la présidence, mais qu'en ce qui concerne les candidatures pour le siège au Comité directeur, ils n'entendaient pas plus que d'autres pays, tolérer des immixtions dans leurs affaires internes.

Cette issue des pourparlers, après que le Congrès d'Edimbourg avait pour ainsi dire entièrement rompu les relations avec les Russes, a dû être pour beaucoup une désillusion.

Celui qui supposerait que c'était là pour les Anglais une raison de céder, témoignerait ne pas connaître la mentalité du mouvement anglais. La liberté de parole est devenue une tradition en Grande-Bretagne et l'on peut dire que c'est grâce à cet esprit de tolérance que le mouvement syndical anglais a pu grandir et demeurer uni. En se rappelant cela, on comprendra comment il se fait que tantôt un dirigeant de l'aile gauche, tantôt un dirigeant de l'aile droite, soit élu à l'unanimité des voix, président du Congrès des Trade-Unions. C'est cela précisément aussi qui constitue la quintessence

des divergences d'opinion entre la F. S. I. et les Anglais.

Espérons qu'il sera possible d'ici la réunion du Conseil général, en janvier prochain, de trouver une solution, car l'adhésion et la collaboration des syndicats britanniques constituent pour le mouvement syndical international, une question de vie ou de mort.

⁂

Une interview de Sassenbach. Depuis le conflit Oudegeest-Brown, le secrétariat de la F. S. I., l'Internationale syndicale d'Amsterdam, est assuré par Sassenbach, qui en fut déjà le secrétaire effectif au temps de Legien.

Liebaers, dans l'*Unité Belge* du 4 décembre, signale une interview donnée par Sassenbach à la *Volksgazet* d'Anvers, sur la crise actuelle de la F. S. I. et les moyens de la dénouer :

Selon Sassenbach « il serait plus efficace, si dans l'avenir la direction responsable du mouvement antimilitariste et antiguerrier était laissée à l'Internationale politique. C'est d'ailleurs plus de la compétence de l'action parlementaire. La F. S. I. est au surplus tenue de soutenir ce mouvement. »

Sassenbach demande en somme le retour à la position d'avant guerre : l'Internationale syndicale laissant à l'Internationale Socialiste toutes les tâches sociales.

Mais, ainsi que le fait remarquer Liebaers, que devient alors la décision du Congrès de Rome contre le militarisme et la guerre ? Et Sassenbach n'aurait-il pas mieux fait de dire tout de suite que la F. S. I. doit abandonner le problème de la paix aux bons soins de la Société des Nations, car la IIe Internationale n'a pas une autre politique que celle de Genève.

⁂

La rationalisation dans les chemins de fer allemands. La *Journée Industrielle* du 9 décembre, a publié l'analyse suivante d'une conférence faite à Berlin sur les résultats de la rationalisation dans les chemins de fer allemands :

Le Dr Dorpmueller, directeur général des chemins de fer du Reich, vient de faire une conférence à l'Ecole supérieure de commerce de Berlin sur la « rationalisation » dans les chemins de fer et il a donné au cours de son exposé des chiffres et des renseignements fort intéressants.

Tout d'abord, le chiffre du personnel a été ramené au niveau d'avant guerre, c'est-à-dire à 700.000. Il a fallu pour cela licencier 310.000 employés et ouvriers.

Au point de vue du matériel, les progrès techniques et l'augmentation de la puissance des locomotives ont permis de réduire le nombre de celles-ci de 27.000 à 22.000 quoique le trafic voyageurs soit de 1 % supérieur à ce qu'il était en 1913 et le trafic marchandises de 4 %.

Enfin, on trouve dans cette conférence d'intéressants renseignements sur le trafic voyageurs. Les statistiques indiquent que 66 % des voyageurs utilisent la 4e classe et que ce pourcentage s'élève à 80/95 % dans la Ruhr et dans l'Allemagne du Sud. Par contre, on peut dire que les compartiments de 1re classe sont pratiquement inutilisés, même dans les trains express. Pour simplifier la tarification et supprimer la circulation de voitures vides, la direction des chemins de fer a donc décidé de supprimer les 1re et 3e classes. Il ne restera plus que les 2e et 4e classes, « la classe de bois et la classe rembourrée », dit le Dr Dorpmueller. On maintiendra cependant quelques voitures de 1re dans les trains internationaux en les agençant avec confort et luxe.

ENTRE NOUS

Avez-vous bien regardé notre classement des abonnés par département ?

En une année nous n'avons progressé en définitive que de 824 à 871, soit un gain d'une cinquantaine au total. C'est peu, bien peu.

Nous constatons que dans 16 départements nous avons baissé : Basses-Alpes, Alpes-Maritimes, Corse, Drôme, Gironde, Loire-Inférieure, Meurthe-et-Moselle, Morbihan, Nord, Rhône, Savoie, Haute-Savoie, Seine-et-Oise, Seine-Inférieure, Var, Tunisie. A Paris même nous avons fléchi de 294 à 292.

Que nous ayons baissé en Seine-Inférieure au moment où nous devrions y avoir des amis actifs, voilà qui nous suffoque !

Que dire aussi pour les Alpes-Maritimes, la Gironde, la Meurthe-et-Moselle, le Nord, le Rhône, la Seine-et-Oise !

Nous pensions recevoir, dès cette quinzaine, quelques lettres de ces département, des lettres de camarades un peu honteux de n'avoir pas mieux fait, mais bien décidés à se rattraper. Eh ! bien, sauf pour le Rhône, nous n'avons rien reçu.

Dans 25 départements nous n'avons toujours pas pénétré : Hautes-Alpes, Ariège, Aude, Cantal, Charente, Creuse, Dordogne, Eure-et-Loir, Gers, Loir-et-Cher, Lot, Lozère, Haute-Marne, Mayenne, Meuse, Morbihan, Moselle, Orne, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Haut-Rhin, Tarn-et-Garonne, Vaucluse, Vienne et Yonne.

Dans 12 départements, nous sommes à 1 abonné, dans 13 à 2.

Partout, dans tous les départements, même dans ceux où nos amis ont fourni le meilleur effort, comme le Finistère avec 32 abonnés et la Loire avec 28, il est possible de doubler rapidement le nombre. Dans le Finistère, le plus gros pourcentage revient aux instituteurs; il doit être possible de se développer du côté ouvrier. Dans la Loire, Saint-Etienne surtout a donné; rien encore à Roanne et dans la plupart des autres centres du département.

Pour les étrennes de la "R. P."

Nous réclamons des étrennes pour la *R. P.* Oui, des étrennes. Et nous les réclamons de tous nos amis, de tous.

Nous leur demandons de nous consacrer, d'ici le 31 décembre, une heure ou deux pour nous écrire, nous faire leurs remarques, nous dire ce qu'ils voudraient voir dans la *R. P.*, ce qu'ils n'y voudraient pas trouver, les questions que nous devrions examiner particulièrement, de façon à ce que nous puissions établir notre Programme de travail pour 1928.

Nous leur demandons de ne pas manquer d'y joindre une liste de « possibles ». Quel est celui qui, dans son cercle de relations, amis, camarades de travail, de syndicat, ne peut trouver, au bout d'un quart d'heure de réflexion, cinq ou dix très bonnes adresses d'abonnés « possibles ».

Pour équilibrer normalement notre budget, il nous faut 2.000 abonnés. Nous devons les trouver. Il ne fait pas de doute qu'il y a en France, non pas 2.000 camarades abonnables mais un beaucoup plus grand nombre. Il suffit que nos amis se réveillent, qu'ils soient actifs, qu'ils soient tenaces. Nous nous étions relâchés, et eux aussi. Il est nécessaire que nous en remettions un coup tous ensemble.

Souscriptions

Pas brillantes cette quinzaine :

A. et G. Pelletier (Seine), 5; Cohanier (Seine), 2; Tauzin (Seine), 10; Un sympathisant de Châteauroux (Indre), 10; Baudin (Saône-et-Loire), 10; Boileau (Seine), 5; Bettendroffer (Seine), 2; Julien (Seine), 20; Hess (Indre-et-Loire), 4.

Total de la quinzaine : 68.

Le gérant : V. GODONNÈCHE.

Paris. — Imp. Nouvelle (Ass. ouv.), 11, rue Cadet.
Téléphone Gut. 30-79.


J. Amilcar, directeur. — 2063-12-27.